

Contexte action : Le territoire dispose d'une importante ressource en eau, même si 40% de l'alimentation en eau potable (AEP) provient de la région grenobloise (dépendance de l'AEP avec le SIERG ). Le reste de la ressource en eau provient directement du territoire (45% du massif de Belledonne et 15% du massif de Chartreuse).

Malgré une abondante présence de l'eau, ce dernier a connu plusieurs situations d'étiage assez sévères notamment en 2003, ayant des conséquences directes sur l'approvisionnement en eau de certaines communes (qui sont en captage direct).

Aussi, la situation géographique, l'origine de l'eau, ainsi que la structuration de la production et de l'alimentation en eau potable (part importante des communes autonomes en matière de gestion de l'eau potable) conduisent à une certaine fragilité dans l'alimentation en eau potable pour une part non négligeable des communes du territoire.

La première solution incontournable est de promouvoir les économies d'eau auprès de tous les acteurs du territoires.

Pour anticiper d'éventuelles situations de tensions futures dans l'approvisionnement des communes, le Grésivaudan souhaite engager une étude prospective sur les ressources complémentaires à mobiliser à l'échelle locale et notamment, à travers l'étude :

- > du rôle que peuvent jouer les lacs d'altitude en matière de stockage, soutien aux débits d'étiages. En effet, une particularité de Belledonne réside dans le grand nombre de lacs d'altitude (1900 m à 2000m). Même s'il l'on ne dispose à ce jour que de peu d'études hydrologiques sur leur alimentation et leur fonctionnement, il est nécessaire d'étudier des solutions de stockage de la ressource en eau, par exemple en relevant légèrement leur niveau comme cela a été fait pour le lac du Crozet ou à l'échelle des Sept Laux;
- > de la disponibilité des ressources souterraines pouvant être mobilisées pour l'alimentation en eau potable en améliorant les connaissances des potentiels disponibles (notamment la capacité de la nappe du Bréda, aquifère de Belledonne);
- > des projets d'interconnexions des réseaux afin de renforcer la sécurisation de la ressource localement.

Face à des enjeux d'investissements globaux, de réhabilitation globale des réseaux d'alimentation en eau potable et la cohérence des politiques relative à l'eau et à l'assainissement, la communauté de communes s'interroge sur l'opportunité d'une prise de compétence "eau et assainissement" à son échelle.

Aussi les enjeux liés à la performance des réseaux, à la gestion des eaux pluviales (phénomène de ruissellement urbain), la tarification incitative de l'eau sont autant d'axes d'intervention potentiels pour la communauté de communes.